



HAL
open science

De la difficulté d'être historien du temps présent : entre histoire nationale et histoire-monde

Jean-François Sirinelli

► **To cite this version:**

Jean-François Sirinelli. De la difficulté d'être historien du temps présent : entre histoire nationale et histoire-monde. *Histoire@Politique*: revue du Centre d'histoire de Sciences Po, 2014, 10.3917/hp.024.0153 . hal-03574266

HAL Id: hal-03574266

<https://sciencespo.hal.science/hal-03574266>

Submitted on 15 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De la difficulté d'être historien du temps présent : entre histoire nationale et histoire-monde

Jean-François Sirinelli

L'historien du temps présent est confronté quasi ontologiquement à des difficultés qui, outre celles que rencontre tout chercheur dans l'accomplissement de sa tâche, tiennent à son rapport de proximité à son objet. Tout, ou presque, a été dit sur ce point, d'autant que l'inventaire de tels obstacles spécifiques n'a pas freiné pour autant – et c'est heureux¹ – le développement de cette partie du territoire de l'historien ni entravé l'insertion progressive en son sein des décennies proches dégagées par l'écoulement du temps.

Le propos, ici, entend plutôt insister sur une autre source de complexité, moins souvent évoquée dans les considérations historiographiques et épistémologiques qui accompagnent cet affermissement de l'histoire du temps présent : la difficulté à nommer les phénomènes étudiés. Celle-ci, en fait, tient à deux causes certes imbriquées mais qui obéissent à leurs logiques propres. La première est si banale que l'on hésiterait à la formuler si elle ne constituait pas une réelle spécificité en même temps qu'un handicap : l'historien des décennies proches, au moins dans les premiers temps de prise en charge de son objet, aborde celui-ci sans pouvoir disposer de l'accumulation de littérature historique qui enrobe, par essence, tous les autres objets de cette discipline. Bien plus, la controverse scientifique, qui accompagne la mise au point de la connaissance historique et en façonne les contours, ne peut que s'amorcer au moment où le champ chronologique concerné est investi. Cette difficulté, pour banale qu'elle soit, est dirimante en même temps qu'exaltante : chacun peut caractériser comme il l'entend les phénomènes étudiés, mais sans les classiques points de repère que fournit la glose constituée au fil des années, voire des décennies. Inversement, il est vrai, on pourrait considérer que le fait de travailler ainsi sur des objets chronologiquement proches confère une profondeur de champ qui permet l'analogie historique et compense en intelligibilité ce que l'on perd en accumulation. Sauf qu'apparaît, à ce stade de l'analyse, une seconde difficulté également inhérente à l'approche historique du temps présent, en tout cas pour ce qui concerne l'histoire de l'État-nation France. Celui-ci, en effet, a connu à partir des années 1960 un véritable basculement anthropologique dont l'intensité a fait que la France d'avant est

¹ Si le débat se poursuit sur la spécificité – ou pas – de l'histoire du temps présent, nul désormais ne songe vraiment à remettre en cause la possibilité pour l'historien d'investir les décennies d'histoire proche au fur et à mesure de leur dégagement lié à l'écoulement du temps. En revanche, la question de la délimitation chronologique et surtout les effets induits sur les rapports entre passé et présent au sein des sociétés contemporaines et la place qu'y tient notamment la mémoire sont autant de points actuellement discutés : voir notamment, à ce propos, *La dernière catastrophe. L'histoire, le présent, le contemporain* (Henry Rousso, Paris, Gallimard, 2012), ainsi que les débats en découlant. Voir aussi, tout récemment, Patrick Garcia, *Les présents de l'historien*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2014, notamment p. 140-171.

rapidement devenue, en paraphrasant le titre de l'édition française du livre que Peter Laslett² consacra jadis à la Grande-Bretagne préindustrielle, un monde que nous avons perdu.

De ce fait, beaucoup plus que l'analogie historique, c'est le principe d'étrangeté et d'éloignement qui prévaut par rapport à cette France d'avant à la fois encore si proche chronologiquement et déjà si lointaine par sa morphologie sociale, ses normes et ses valeurs ainsi que, à bien des égards, ses cultures politiques. Un seul exemple, du reste, suffira ici à illustrer les limites de l'analogie historique : si le débat sur l'ampleur et la nature d'un fascisme français dans l'entre-deux-guerres se poursuit³, les concepts forgés à son propos semblent, sur bien des points, inadaptés pour analyser et caractériser le développement du Front national depuis les années 1980.

D'autant que cet État-nation France a été de surcroît, au fil des dernières décennies, enserré dans des nouveaux jeux d'échelles : l'histoire nationale, en effet, s'est trouvée alors connectée à l'histoire-monde. Au bout du compte, l'historien du temps présent se trouve à la fois, chronologiquement, sur le « polder » des plages de temps dégagées par l'écoulement du temps, et, géographiquement, sur le versant français d'une histoire-monde, tant le métabolisme historique de notre communauté nationale se trouve désormais de plus en plus « connecté » à des processus de globalisation. Un tel constat a, bien sûr, des conséquences multiples et surtout multiformes. On se contentera ici d'en énumérer quelques-unes, qui constituent en même temps des propositions de pistes pour une histoire du second XX^e siècle français, en conservant à l'esprit la question posée plus haut : l'obstacle majeur que rencontrera l'historien sur sa route en explorant de telles pistes n'est-il pas en premier lieu la difficulté à nommer, et donc à caractériser, ses objets ?

On permettra à l'auteur de dire brièvement « je » à ce stade de l'interrogation. J'ai eu, en effet, encore récemment la double occasion d'éprouver une telle difficulté. D'une part, ayant réuni les textes de plusieurs historiens anglo-saxons spécialistes de la France à propos du dernier demi-siècle de notre histoire⁴, j'ai constaté ma difficulté, dans la conclusion-dialogue avec ces textes (« Les infortunes du vivre-ensemble ») et déjà, auparavant, dans l'avant-propos (« France d'après, France qui vient »)⁵, à forger des mots qui aient scientifiquement un sens : je reviendrai ainsi, plus loin, sur les notions de *mutacrise* et de *civilisation républicaine*. D'autre part, à peu près au même moment, ayant à compléter, pour une nouvelle édition, un manuel d'enseignement supérieur consacré à la France depuis 1914 en y adjoignant un nouveau chapitre sur la période 2002-2012, la question des mots s'est à nouveau posée : comment vulgariser, à des fins pédagogiques, l'histoire des temps très proches ? Le titre finalement choisi, « L'État-nation France dans un monde

² Peter Laslett, *The World We Have Lost: England Before the Industrial Age*, New York, Schribner's, 1965 ; *Un monde que nous avons perdu : Famille, communauté et structure sociale dans l'Angleterre pré-industrielle*, Paris, Flammarion, 1969.

³ Sur cette question, très débattue, du fascisme français, cf. la mise au point récente d'Olivier Forlin, *Le fascisme. Historiographie et enjeux mémoriels*, Paris, La Découverte, 2013, p. 124-129 et, plus largement, chapitre 10.

⁴ Jean-François Sirinelli (dir.), *La France qui vient. Regards américains sur les mutations hexagonales*, Paris, CNRS Éditions, 2014.

⁵ *Ibid.*, Respectivement p. 7-24 et 177-199.

globalisé⁶ », a-t-il suffisamment de rigueur scientifique et de teneur historiographique ?

Une histoire sans l'Histoire ?

En tout état de cause, la première piste qu'arpenteront notamment les jeunes historiens – qui ont vocation à s'installer sur le « polder » à mesure que ces décennies d'histoire proche apparaîtront suffisamment stabilisées pour qu'on puisse y faire opérer les règles d'administration de la preuve qui constituent le cœur de la démarche de l'historien – est bien celle de l'interférence, désormais, entre l'histoire nationale et une histoire-monde plus prégnante que par le passé. Une telle piste se situe intrinsèquement à la croisée de l'histoire des relations internationales et des histoires politique, culturelle, économique et sociale « intérieures », davantage touchées qu'auparavant par ce qui provient du dehors des frontières de l'État-nation. Ce n'est, d'ailleurs, pas une coïncidence si le thème de la frontière commence – notamment, au moment des élections de 2012 – à irriguer le débat politique. Ni que l'histoire culturelle d'un pays ne soit plus concevable, pour ce qui concerne les dernières décennies, sans analyser non seulement la porosité mais, de plus en plus, les articulations avec une culture-monde fondée sur la prolifération universelle des images et des sons. Ni que l'histoire économique, dans ses différentes variantes, ne puisse, bien sûr, être menée sans la prise en compte des effets induits par la globalisation.

Mais celle-ci a aussi d'autres conséquences. La paix, au moins relative, que connaissent les populations des grands États-nations, et notamment ceux de l'aire occidentale, a-t-elle fait sortir celles-ci de l'Histoire, entendue comme l'histoire-se-faisant, celle qui bouscule les destinées individuelles – l'Histoire *dans* l'homme, écrit Stéphane Audoin-Rouzeau⁷ – et refaçonne les groupes humains ? La réponse est assurément négative, tant cette intrusion de l'histoire en majesté peut se faire par d'autres ébranlements que ceux engendrés par les guerres. La connexion avec les flux de l'histoire-monde constitue assurément le plus important de ces ébranlements du deuxième type, l'histoire « connectée » bousculant sous bien des formes l'existence des États-nations les plus enracinés.

Cela étant, c'est aussi de façon endogène que ces États-nations voient leur métabolisme perturbé. À la croisée de l'exogène et l'endogène, il y a, du reste, l'idée qu'un pays se fait de lui-même au regard du reste du monde. Une telle perception est, pour l'historien, complexe à reconstituer tant cette idée, à bien des égards, risque d'être un artefact : elle est forcément plurielle, et ne se laisse pas ramener à une moyenne. Une des façons de contourner cette difficulté intrinsèque est probablement de dégager, sinon une opinion commune, en tout cas une inclination partagée. Il est ainsi des moments de l'histoire nationale où le thème de la grandeur ou, plus prosaïquement, celui du rang à maintenir font, sinon consensus, en tout cas aspiration largement ressentie. À d'autres moments, au contraire, le thème du déclin de puissance semble l'emporter, s'agrégeant souvent de surcroît celui de la décadence

⁶ Jean-François Sirinelli (dir.), *La France de 1914 à nos jours*, Paris, PUF, coll. « Quadrige », chapitre 16 de l'édition de 2014.

⁷ Stéphane Audoin-Rouzeau, *Quelle histoire. Un récit de filiation (1914-2014)*, Paris, EHESS–Gallimard–Seuil, coll. « Hautes Études », 2013, p. 15.

– qui, là encore, relie l'endogène et l'exogène. La tâche de l'historien est donc aussi, pour ce qui est de ces décennies d'histoire proche, de tenter de percevoir d'éventuelles tendances de fond dans ces domaines.

Pour autant, ce n'est pas pour ceux-ci que la difficulté à nommer est la plus complexe⁸. Par un paradoxe qui n'est qu'apparent, c'est bien sur le versant de l'histoire intérieure qu'une telle difficulté est réellement présente. C'est le cas, notamment, en histoire sociale, avec tout d'abord cette question devenue récurrente : la notion de société postindustrielle suffit-elle à rendre compte à la fois du recul global de la place du monde ouvrier au sein de la population active française et des mutations intervenues au sein de celle-ci ? Il y a pourtant là un enjeu intellectuel et scientifique fondamental : l'histoire du temps présent est-elle habilitée à se saisir de l'étude des mutations de la société française ou bien n'arrive-t-elle pas forcément après la bataille, la littérature sociologique ayant toujours, en ce domaine, une longueur d'avance ? Autant l'histoire politique peut, sur des décennies d'histoire proche, intrinsèquement balisées par les scansions du débat civique, apporter son écot et remettre en perspective chronologique les phénomènes dont s'est saisie préalablement la science politique, autant la relation ne peut pas être exactement de même nature entre histoire sociale et sociologie, les mutations sociales n'opérant pas au même rythme que ces scansions politiques.

L'étude du monde ouvrier n'est, d'ailleurs, pas le seul domaine où cette difficulté à se situer épistémologiquement par rapport à d'autres sciences sociales est criante et rend malaisée pour la discipline historique la prise en main scientifique du second XX^e siècle. Il en va de même, par exemple, de l'étude de l'érosion progressive de la « société villageoise⁹ », ce tissu conjonctif qui avait survécu à « la fin des paysans » diagnostiquée dès 1967 par Henri Mendras. Près d'un demi-siècle plus tard, c'est bien de « la fin du village » qu'il s'agit, mais, là encore, quand viendra pour l'histoire le temps de produire un savoir documenté et référencé sur un tel objet, quel sera son apport propre par rapport à la production sociologique en ce domaine ?

La question, au demeurant, peut également être posée pour un autre pan de l'historiographie française, pourtant actuellement très fécond : l'histoire culturelle. Celle-ci, entendue dans son acception large, doit désormais analyser, puisque les années 1960 et 1970 sont tombées dans l'escarcelle de la discipline historique, le grand basculement anthropologique dont ces décennies ont été le cadre. Dispose-t-elle pour autant des outils et des concepts pour le faire ? Elle a dû, en tout cas, assumer une sorte de retard à l'allumage dans sa prise en compte d'un tel phénomène historique. Dès 1988, Henri Mendras avait analysé, quasiment en temps réel, la « Seconde Révolution française » intervenue, selon lui, entre 1965 et 1985¹⁰. Pour les historiens, en revanche, le temps de l'étude scientifiquement décantée se trouvait forcément différé, faute de recul suffisant. Il fallut, en fait, attendre le siècle suivant pour que ceux-ci puissent à leur tour affûter des notions et étayer des analyses sur

⁸ Voir, à ce propos, les remarques que propose Robert Frank dans la nouvelle édition de *La Hantise du déclin, La France de 1914 à 2014*, (Paris, Belin, 2014) et notamment les notions de « puissance moyenne » et d'« angoisses identitaires » face à « l'arène internationale » (p. 260-264).

⁹ Cf. Jean-Pierre Le Goff, *La fin du village*, Paris, Gallimard, 2012, notamment p. 14 pour les questions de terminologie.

¹⁰ Henri Mendras, *La seconde révolution française*, Paris, Gallimard, 1988.

cette période¹¹. C'est dire que le rapport au temps reste différent entre les diverses sciences sociales concernées, ce qui n'est pas en soi une surprise ou une anomalie mais débouche tout de même sur une réelle interrogation épistémologique pour ce qui concerne le champ d'application chronologique de l'histoire du temps présent. Autant celle-ci, dans le domaine de l'histoire politique, parvient à jalonner sans trop de difficultés les décennies de la fin du XX^e siècle, autant, pour ce qui concerne les mutations sociologiques ou culturelles, les scissions sont plus difficiles, pour l'instant, à déterminer.

Si l'on y parvient, au bout du compte, pour la période 1965-1985, c'est qu'il y a convergence des conclusions des différentes sciences sociales sur l'importance mais aussi sur la singularité historiques de cette période : la crise survient en son mitan, mais, pour autant, une telle intrusion n'empêche pas la mutation en cours de se poursuivre. Cette période, à bien y regarder, est la dernière avant la globalisation et l'avènement d'une société postindustrielle, en utilisant un tel terme avec la vigilance requise, signalée plus haut.

L'irruption de l'histoire-monde

C'est donc après ce milieu des années 1980, en fait, que les difficultés commencent pour l'historien du temps présent. La France d'après 1985 est, en quelque sorte, une France d'après au carré : après cette séquence séminale de vingt années, et après l'enclenchement d'une nouvelle phase historique placée sous le signe d'une globalisation croissante. À tel point que l'histoire nationale, désormais, se trouve reliée beaucoup plus encore que par le passé à l'espace-monde¹². Pour cette période qui suit le milieu des années 1980, il y a bien, en fait, un changement de configuration historique : se terminent alors non seulement les Trente Glorieuses, achevées une décennie plus tôt, mais de surcroît une sorte de temps suspendu d'un quart de siècle, où la France de la V^e République était devenue une sorte d'écosystème, régime politique à la fois sous-tendu par une prospérité sans précédent – ainsi que les atours et les atouts afférents, en termes de modernité incarnée – et par un large assentiment de la communauté nationale, dans une société globalement inclusive. Après les années 1980, non seulement les effets de la crise, de conjoncturels sont devenus structurels mais, plus profondément encore, les éléments constitutifs de l'écosystème se sont modifiés, voire, dans certains cas, délités. Aux 4 P – paix, prospérité, plein-emploi, croyance dans le progrès – des Trente Glorieuses ont succédé 2P d'une époque devenue incertaine : entrée, complexe, dans une société postindustrielle ; planétarisation des échanges économiques et culturels, le passage à la globalisation se doublant d'une immersion dans la culture-monde.

Pour ce qui concerne le second point, assurément l'irruption croissante de l'histoire-monde dans notre histoire nationale n'est pas une nouveauté. Les communautés

¹¹ Je me permets, pour ma part, de renvoyer à mon ouvrage *Les Vingt Décisives. Le passé proche de notre avenir. 1965-1985*, nouvelle édition avec une préface inédite, Paris, coll. « Pluriel », 2012. Il s'agit moins ici d'un éventuel péché d'autocitation que du constat que la première édition de ce livre date de 2007, presque vingt ans donc après l'ouvrage d'Henri Mendras, et de l'observation que, pour autant, les deux disciplines, histoire et sociologie, parviennent à la même chronologie, avec l'importance du segment 1965-1985.

¹² Cf. Ludvine Bantigny, *La France à l'heure du monde. De 1981 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2013.

humaines ne vivent jamais totalement repliées sur elles-mêmes, et l'État-nation France, bien que campé au finistère de l'Europe, a notamment connu, par l'expansion coloniale, une dilatation sur plusieurs continents, une France-monde en quelque sorte. Cela étant, si une telle dilatation fut suivie, entre 1945 et 1962, d'une brusque rétraction, la République impériale étant en une quinzaine d'années ramenée à sa matrice hexagonale, une telle rétraction fut passagère : la France-monde passa bientôt au statut de France-dans-le-monde, dans un univers en voie de globalisation. Même si cette République a vu ses frontières inchangées depuis 1962, il est en effet de moins en moins possible de la ramener au seul périmètre que celles-ci dessinent. Au bout du compte, si la période 1965-1985 a été le moment où la France a connu une redéfinition, dans tous les sens du mot et de la métaphore, une telle redéfinition n'a certes pas été la dernière – puisque la mutation a continué –, mais elle fut l'ultime à avoir des origines essentiellement endogènes. Ce qui advint par la suite, après ces Vingt Décisives, provenait désormais d'un métabolisme relevant beaucoup plus que par le passé de l'histoire-monde.

Pour autant, par-delà un tel constat somme toute banal tant la massivité du phénomène l'impose au regard historique, se pose à nouveau la question de la caractérisation. Comment nommer – et analyser – de tels changements de flux ? L'historien, en pareil domaine, doit-il emprunter à la science économique ? Ou encore à l'approche anglo-saxonne des relations internationales, qui a constitué celles-ci en discipline autonome ? Mais conserve-t-il, en ce cas, son identité scientifique propre ? La question, on l'a déjà vu plus haut, se pose également pour l'autre P, le passage à la société postindustrielle, mais plus encore pour la configuration historique dans laquelle s'opère un tel passage, ainsi que le basculement anthropologique afférent. La mutation qui avait incubé dans la France des Trente Glorieuses a été d'une telle intensité qu'elle a résisté au moment crise enclenché à partir du milieu des années 1970, a été vivifiée par la globalisation puis s'est même fondue en son sein, dans une situation historiquement hybride, que l'on propose donc de baptiser ici la *mutacrise*.

Certes, cette notion décrit plus qu'elle n'explique mais elle permet notamment de rendre compte du changement qu'a représenté à cet égard l'inversion du *trend* économique à partir du milieu des années 1970. Cette inversion est indéniable et le débat historiographique, récurrent, sur la réalité – ou pas – des Trente Glorieuses, ne doit pas s'enfermer dans le nominalisme. Certes, pour bien des raisons – au demeurant très diverses –, l'expression se trouve parfois contestée et j'ai moi-même paru apporter ma pierre à une telle déconstruction en proposant de mettre en avant les Vingt Décisives, période enchâssée dans les Trente Glorieuses mais survivant à leur disparition. De fait, c'est la tâche première de l'historien que de faire un rendu de complexité – puisque la réalité abolie qu'il tente de reconstituer était, par essence, complexe – et une telle fonction conduit forcément à nuancer toutes les visions globalisantes, mais, pour autant, ce principe de réalité ne doit pas conduire, paradoxalement, à déréaliser des phénomènes dûment constatés. Or, parmi ces phénomènes, il en est un, essentiel pour l'analyse de l'histoire du second XX^e siècle français, que nul ne songerait sérieusement à contester : le changement de contexte économique et social qui survient assez brusquement – même s'il est possible ensuite de reconstituer une généalogie de la crise dans l'aire occidentale – après le premier choc pétrolier. Les dirigeants politiques eurent, du reste, sinon le pressentiment de ce

Jean-François Sirinelli, « De la difficulté d'être historien du temps présent : entre histoire nationale et histoire-monde ? », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 24, septembre-décembre 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

changement de ciel, en tout cas la conscience que l'air du temps avait tourné. Ainsi, en France, si, dans *Démocratie française*, Valéry Giscard d'Estaing décrit à l'automne 1976 « la France telle qu'elle est » comme ayant été remodelée au cours des décennies précédentes par « une sorte d'ouragan¹³ », il a déjà pris acte, dans plusieurs déclarations publiques de l'année précédente, qu'à cet ouragan ont succédé des vents néfastes et que « la crise du monde actuel [serait] une crise durable¹⁴ ».

Les questions de dénomination sont déjà suffisamment complexes pour que l'on ne rajoute pas de la complexité là où une scansion objective s'impose, par sa massivité, à l'observation de l'historien. D'autant que d'autres interrogations que l'historien aura à résoudre au fur et à mesure de son installation sur les dernières décennies du XX^e siècle lui poseront, au bout du compte, de bien plus épineuses questions de qualification. On se contentera ici d'en évoquer deux. La première touche à une mutation qui s'est amorcée dans les années 1960 et qui s'est accélérée par la suite : au principe inclusif, qui était l'un des fondements de la *civilisation républicaine*¹⁵ a succédé peu à peu le temps du droit à la différence. Par un glissement sémantique, c'est, du reste, le mot « diversité » qui, peu à peu, a remplacé cette différence, et le débat public s'en est trouvé nourri. Avec, en toile de fond, cette question qui commence à tarauder les différentes cultures politiques nourries de valeurs républicaines : l'affaiblissement, objectif, des vertus inclusives de l'écosystème quinto-républicain induit-il pour ce dernier un risque de fragmentation ?

Les différents termes utilisés dans les lignes qui précèdent demanderaient les uns et les autres à être précisés, car si leur indétermination conceptuelle – assumée ici – leur confère une plasticité permettant de délimiter des objets, elle ne permet pas véritablement, là encore, de qualifier scientifiquement ceux-ci. Et le constat est le même pour une autre question essentielle : les États-nations délimitaient aussi, par ricochet, des stéréotypes concernant l'image de l'Autre, l'étranger et/ou le différent¹⁶. Que deviennent de tels lieux communs et images convenues, longtemps secrétés et enserrés à l'intérieur des frontières nationales, quand celles-ci semblent se distendre ? Le temps paraît loin, par exemple, où le Tour de France lui-même se faisait par équipes nationales et qu'au cœur de l'Hexagone s'affrontaient aussi, de ce fait, des stéréotypes¹⁷. Une telle formule n'a cependant disparu qu'après le Tour de 1968 ! Et la concomitance n'est pas une coïncidence : la France change au fil de ces années 1960, le Tour aussi¹⁸.

Mais, il faut y revenir, cette difficulté à trouver les mots pour définir les choses de la vie d'un État-nation en mutation accélérée est encore avivée par le fait qu'une telle mutation ne se fait pas dans un décor pérenne : la France change dans un monde lui-

¹³ Cité par Mathias Bernard, *Valéry Giscard d'Estaing. Les ambitions déçues*, Paris, Armand Colin, 2014, p. 211.

¹⁴ Formulé lors d'une « réunion de presse » le 24 octobre 1974 (cité par Nicolas Vinci, « Réformer pour vaincre les crises : les élites gouvernementales françaises à l'heure réformatrice (années 1970) », dans Laurent Coste et Sylvie Guillaume (dir.), *Élites et crises du XVI^e au XXI^e siècle. Europe et Outre-mer*, Paris, Armand Colin/Recherches, 2014, p. 228).

¹⁵ Sur l'usage que je propose d'une telle notion, cf. *La France qui vient*, réf. cit., p. 186 sq.

¹⁶ Cf. Jean-François Sirinelli, « Les glissements progressifs du regard : pour une histoire des stéréotypes » dans, du même, *Désenclaver l'histoire. Nouveaux regards sur le XX^e siècle français*, Paris, CNRS Éditions, 2013, p. 71 sq.

¹⁷ Cf. Fabien Conord, *Le Tour de France à l'heure nationale. 1930-1968*, Paris, PUF, 2014.

¹⁸ *Ibid.*, notamment p. 313.

même en constante évolution, avec notamment, on l'a vu, d'une part, cette crise multiforme qui confère au basculement anthropologique hexagonal les traits d'une *mutacrise*, et, d'autre part, l'irruption d'une histoire-monde qui modifie l'approche de l'historien. Celui-ci, même s'il est avant tout spécialiste d'une histoire nationale – ici, en l'occurrence, l'histoire française –, ne peut plus, à partir des dernières décennies du XX^e siècle, confiner ses analyses au périmètre dessiné par des frontières. Ce n'est pas vrai seulement des stéréotypes et des représentations collectives, plus perméables par essence puisque directement touchés par les effets grandissants de la culture-monde, mais aussi, à partir de ce moment, du fonctionnement des rouages politiques. Jusqu'aux manifestations elles-mêmes qui vont parfois changer de thématique, avec l'irruption, plus que par le passé, de thèmes de mobilisation socioculturels dans un monde ouvert. La longue séquence qui, à bien des égards, commence au premier semestre 1984 à propos du projet d'école unique et qui, de crues ou étiages, connaît une résurgence spectaculaire en 2013-2014 à propos du mariage pour tous, en fournit une illustration spectaculaire à droite. Qu'il s'agisse de « manifestations postmodernes¹⁹ » ou de houles nourries d'une contestation de la modernité, dans tous les cas le rapport avec la mutation anthropologique est patent, mais aussi avec la culture-monde.

Il y eut, du reste, un moment où le tournant d'une histoire désormais « connectée » s'imposa jusqu'au sommet de l'État : la décision de François Mitterrand, en mars 1983, de maintenir le franc dans le système monétaire européen. Même si c'est donc par rapport à l'Europe que le président de la République se détermina à l'époque, en toile de fond c'est bien du monde qu'il s'agissait : la décision du chef de l'État n'engageait pas seulement un pan de la politique économique mais aussi le rapport de l'État-nation France à une histoire-monde de plus en plus prégnante. À bien y regarder, en effet, le décideur en chef qu'est le Président sous la V^e République hésita alors entre le repli national et la poursuite d'une inclusion dans une histoire qui, par Europe interposée, devenait mondialement connectée²⁰, en d'autres termes dont la cinétique n'obéissait plus à la seule logique nationale. La dialectique entre endogène et extérieur était certes déjà auparavant – et de longue date – un paramètre de notre histoire nationale, mais il s'agit, en mars 1983, d'un changement de jeu d'échelles : le Président, *de facto*, prend acte et signifie, sans l'explicitier, qu'il ne s'agit plus seulement de dialectique, où le décideur conserve sa marge d'appréciation et donc son libre arbitre, mais de tectonique historique : le pouvoir de décision s'est déplacé et l'histoire-monde subvertit ici l'histoire nationale.

L'auteur

Jean-François Sirinelli est professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Paris. Derniers ouvrages publiés : *Le siècle des bouleversements* (Paris, PUF, 2014) ; *La France qui vient* (Paris, CNRS Éditions, 2014).

¹⁹ Terme assorti d'un point d'interrogation dans Danielle Tartakowsky, *Les droites et la rue. Histoire d'une ambivalence, de 1880 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2014, p. 194.

²⁰ Cf., à ce propos, le témoignage d'Érik Orsenna, alors conseiller à l'Élysée : « De ce point de vue, l'Europe c'est le début de la mondialisation. L'extérieur frappe, sauf que c'est un extérieur proche » (« Le choix de François Mitterrand. Entretien avec Érik Orsenna », *Le Débat*, n° 174, mars-avril 2013, p. 9).

Résumé

Il s'agit ici d'évoquer une donnée rarement mentionnée dans les considérations historiographiques et épistémologiques concernant l'histoire du temps présent : la difficulté à nommer les phénomènes étudiés. Une telle difficulté est d'autant dirimante que, dans le cas de l'histoire de l'État-nation France, celui-ci a connu au cours du second XX^e siècle un véritable basculement anthropologique, dont les différentes facettes doivent être historicisées.

De surcroît, cet État-nation, durant la même période, s'est trouvé enserré dans de nouveaux jeux d'échelles, avec notamment une réelle connexion avec l'histoire-monde. Un tel constat a, bien sûr, des conséquences multiples, évoquées ici.

Mots clés : État-nation ; histoire-monde ; métacrise ; civilisation républicaine ; Vingt Décisives.

Abstract

This article serves to evoke a fact rarely mentioned in the historiographical and epistemological considerations surrounding contemporary history: the difficulty in naming the phenomena studied. It is difficult once over in cases such as the history of the nation-state France, which experienced in the second twentieth century a true anthropological tipping point, of which many different facets must be collected and historicized. Moreover, the nation-state during the same period developed new identities with regard to its place in the world, including a real connection with world history. This finding has, as one would expect, multiple consequences, all of which are expanded upon here.

Key words : Nation-State; World History; "métacrise"; Republican Civilization; "Vingt Décisives".

Pour citer cet article : Jean-François Sirinelli, « De la difficulté d'être historien du temps présent : entre histoire nationale et histoire-monde ? », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 24, septembre-décembre 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]